

Roquette Frères souhaite répondre uniquement aux questions 17, 18, 19 et 23. Nous sommes soit non concernés soit sans avis sur les autres questions.

- **Question 17** Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

Réponse 17 : oui, nous sommes favorables à cette évolution.

- **Question 18** Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Réponse 18 : oui, nous sommes favorables à cette évolution.

- **Question 19** Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Réponse 19 : non, nous sommes favorables au maintien du système actuel.

- **Question 23** Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

Réponse 23 : oui, et nous considérons également que l'extension de l'assiette aux sites raccordés aux réseaux de transport doit impérativement s'accompagner d'une évolution de la formule de calcul actuellement basée sur la capacité souscrite, pour aller vers un calcul basé sur la consommation hivernale et ce afin de mesurer réellement une thermosensibilité.

Comme souligné dans l'analyse de la CRE, les sites utilisant le gaz comme secours se verraient obligés de payer un terme de stockage très important et sans rapport avec leur thermosensibilité réelle.

C'est notamment notre cas avec une biomasse bois-énergie qui a un rapport 4 entre capacité annuelle souscrite et consommation annuelle moyenne, et de surcroît dont la consommation d'été est plus importante que celle d'hiver en raison des périodes de maintenances programmées de la biomasse.

Les sites fonctionnant en « campagne agricole » sont également concernés car ils souscrivent une capacité annuelle pour une consommation localisée sur quelques mois, dont une part significative est située en septembre/octobre donc hors de l'hiver gazier.

Nous serions donc favorables à une évolution de la formule de calcul de la modulation qui remplacerait par exemple le terme de capacité souscrite par la consommation moyenne de novembre à mars.